

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



19474
Distr.
LIMITEE

E/CN.14/SDP/25
17 septembre 1963

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Réunion d'experts sur l'incorporation des
programmes de développement social dans la
planification intégrale du développement
Addis-Abéba, 9-18 octobre 1963

FACTEURS SOCIAUX DES PLANS D'EDUCATION

(Document présenté par l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture)

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. Les facteurs démographiques	1 - 5
II. Facteurs sociaux	6 - 15
III. Vue d'ensemble et conclusion	15

FACTEURS SOCIAUX DES PLANS D'EDUCATION^{1/}

Jusqu'à une époque récente, il n'existait guère de plans nationaux d'éducation, mais seulement une législation et des programmes. La politique de l'enseignement n'était guère affirmée et visait surtout à donner aux classes travailleuses une instruction élémentaire et aux classes dirigeantes une instruction plus développée.

L'enseignement du second degré et, à plus forte raison, l'enseignement supérieur, ne concernant qu'une faible partie des enfants (les plus fortunés, dans l'ensemble) et la liaison entre vie professionnelle et instruction n'étant guère établie, du moins dans une optique collective, la notion de plan national n'avait guère d'objet.

La généralisation de l'enseignement et sa liaison avec la vie économique posent aujourd'hui le problème de façon tout à fait différente.

Que les pays aient ou non un plan de développement économique rationnel, la nécessité s'impose, de plus en plus, d'une politique de l'enseignement, qui ajoute à ses préoccupations traditionnelles le souci de former, dans les proportions convenables, des hommes susceptibles de répondre aux besoins d'une société en perpétuelle mutation technique.

Nous allons étudier tout d'abord les facteurs démographiques, dans une optique surtout quantitative, puis les facteurs sociaux.

I. LES FACTEURS DEMOGRAPHIQUES

C'est seulement à une époque toute récente qu'est apparue la liaison étroite entre les plans d'enseignement et l'évolution démographique.

Les élèves appartiennent à des générations jeunes, les maîtres à des générations adultes; toute perturbation démographique risque de modifier la composition par âge, et notamment, le rapport entre jeunes et adultes.

Contrairement à une optique très répandue, l'allongement de la vie ou baisse de la mortalité n'a, jusqu'ici, pas modifié sensiblement la composition par âge des populations, car il accroissait le nombre des jeunes,

^{1/} Par Alfred Sauvy.

dans des proportions au moins aussi fortes que le nombre des vieux. Par contre, la baisse de la natalité a, elle, profondément modifié la composition par âges, puisqu'une baisse de la fécondité réduit, par définition même, la proportion des jeunes par rapport aux adultes.

Le plus souvent, ces deux mouvements avaient jusqu'ici marché de pair, avec toutefois un décalage plus ou moins accentué, la mortalité baissant la première.

Ce vieillissement progressif facilitait le recrutement des maîtres et, à niveau d'enseignement égal, réduisait légèrement le rapport des dépenses d'éducation au revenu national. De ce fait, les rapports entre évolution démographique et politique d'enseignement n'apparaissaient pas.

La croissance rapide de nombreuses populations, la reprise de la natalité dans les pays évolués, la démocratisation ou la généralisation progressive de l'enseignement aux divers degrés ont mis au contraire cette liaison bien en évidence au cours des dernières années.

Pour le voir clairement, nous allons prendre des exemples numériques, s'adaptant à peu près aux situations actuelles.

Un exemple numérique

Il s'agit d'un modèle volontairement simplifié. Nous avons deux populations. A et B, stationnaires au départ;

- l'une A évoluée, c'est-à-dire vieillie, a une faible mortalité (espérance de vie 70 ans à la naissance) et une faible natalité.
- l'autre B est peu évoluée, donc jeune, et a une forte mortalité (espérance de vie 40 ans à la naissance) et une forte natalité.

Dans ces deux populations, l'enseignement est supposé obligatoire pendant 8 ans (6 à 14 ans), les maîtres commencent tous à enseigner à 20 ans et terminent leur carrière à 65 ans.

La situation initiale est la suivante, en ce qui concerne les données qui nous intéressent :

	A	B
	<u>Population évoluée</u>	<u>Population non évoluée</u>
Population de 20 à 65 ans	100.000	100.000
Enfants de 6 ans	2.410	3.200
Population scolaire	19.200	23.900
Jeunes de 20 ans	2.380	2.930
Taux de renouvellement annuel de l'effectif des maîtres	2,38 %	2,93 %

Des deux populations, c'est la moins évoluée qui a la charge la plus lourde, à cause de sa pyramide des âges.

De ce fait, à égalité des normes (nombre d'élèves par classe), elle doit recruter, dans chaque génération de 20 ans, une proportion plus élevée de maîtres.

Quant au taux de renouvellement annuel des maîtres, il ne dépend pas des normes scolaires, mais seulement du rapport du nombre de jeunes de moins de 20 ans à la population adulte de 20 à 65 ans.

Supposons maintenant que cette situation initiale soit brusquement modifiée par un accroissement de 10 pour 100, dans chaque jeune génération, du nombre d'enfants scolarisés. Les proportions ci-dessus vont être fortement changées : la population scolaire va augmenter, pendant 8 ans, d'un peu plus de 1,25 pour 100 par an. (Négligeant la très faible mortalité à cet âge, nous prenons le chiffre de 1,25 pour 100). Pour que l'effectif de maîtres s'accroisse dans la même proportion (maintien des normes), il faut que le taux de renouvellement annuel passe de 2,38 pour 100 à 3,63 pour 100 pour la première population A et de 2,93 pour 100 à 4,18 pour 100 pour la seconde B, soit une augmentation de 52 pour 100 et 43 pour 100 respectivement.

Ces chiffres, très élevés, donnent une idée de la brutalité du changement, puisqu'il faut augmenter de moitié environ une norme annuelle de

recrutement. Mais le gouvernement a 6 ans devant lui pour préparer ce changement, du moins s'il s'agit d'une augmentation de natalité, car la statistique des naissances est un avertisseur très sûr.

Des deux populations, c'est la moins évoluée qui est dans la situation la plus difficile, car le nombre des enfants scolarisables peut augmenter non seulement par une augmentation de la natalité résultant de meilleures conditions sanitaires, mais surtout par une réduction de la mortalité et plus encore par un accroissement de la scolarisation. Si, par exemple, la mortalité infantile et juvénile diminue de façon que l'espérance de vie passe de 40 à 50 ans, le nombre d'enfants de 6 ans d'une génération identique à la naissance s'accroît de plus de 11 pour 100 de ce seul fait, sans que le nombre d'adultes augmente au début dans la même proportion. Le progrès de la scolarisation peut être plus important encore.

Les à-coups et les prévisions

On imagine aisément les problèmes qui peuvent se poser dans une population régulièrement croissante et où la scolarisation s'accroît. Le nombre des maîtres à trouver est très élevé; or, les générations adultes n'ont pas été elles-mêmes formées en prévision de cet événement. On se trouve ainsi en présence d'une véritable "génétique à rebours".

A ces à-coups en augmentation peuvent correspondre un jour des à-coups dans l'autre sens. Un rythme très élevé de formation d'instituteurs, nécessaire pendant une crise aiguë, peut devenir excessif, une fois cette crise résorbée, surtout si la scolarisation à un degré plus élevé enlève des élèves à l'enseignement élémentaire.

Des calculs pourraient aisément montrer l'ampleur des à-coups possibles en un sens ou en l'autre. Si, pendant longtemps, la question n'a guère retenu l'attention, c'est que la scolarisation était surtout le fait des pays occidentaux et que le nombre d'élèves diminuait légèrement, au moins en valeur relative, du fait de la réduction de la natalité, la scolarisation jouant en sens inverse; or, au lieu de se compenser, les deux facteurs s'ajoutent aujourd'hui.

Cet aperçu montre la nécessité de calculs assez précis, longtemps à l'avance, de façon à tenir compte de l'intérêt de l'effectif de maîtres et à prévenir les à-coups pour mieux les étaler.

L'usage, de plus en plus répandu, des prévisions démographiques, permet heureusement de calculer plusieurs années à l'avance, à l'échelle nationale, les effectifs des élèves de l'enseignement obligatoire ainsi que l'effectif des maîtres dans certaines hypothèses. Bien que des aléas locaux subsistent, en raison des migrations intérieures, des plans de construction d'écoles peuvent être établis avec une certaine sûreté. La surprise devant un accroissement du nombre des élèves ne peut plus servir d'excuse.

La construction d'écoles nouvelles ne rencontre guère que des obstacles financiers; il n'en est pas de même de la formation de maîtres, car les maîtres qui doivent enseigner les enfants reçoivent presque tous leur formation et leur orientation avant la naissance de ces enfants qu'ils doivent former.

En tous cas, les mesures à leur égard doivent être prises, dès que se dessine une reprise de natalité, une baisse de mortalité, ou un accroissement de la scolarisation.

Autres enseignements

Ce qui a été dit jusqu'ici vaut pour l'enseignement élémentaire obligatoire. Dans les autres enseignements, la proportion des enfants de chaque génération est, en général, faible, de sorte que la scolarisation (pourcentage d'enfants d'une génération scolarisée dans cet enseignement) joue un rôle essentiel. Des calculs de prévision peuvent néanmoins être effectués, en complétant les prévisions démographiques par des prévisions sur le taux de scolarisation.

On peut ainsi calculer le nombre total d'enfants scolarisés à chaque âge et en tirer d'utiles indications sur les effectifs de maîtres à prévoir, avec les mêmes difficultés que celles signalées plus haut.

II. FACTEURS SOCIAUX

L'enseignement interfère de diverses façons avec la vie sociale :

- a) Il est influencé par celle-ci, du fait que les enfants sont de condition sociale inégale;
- b) Il agit sur elle en donnant aux jeunes une formation qui, directement ou non, déterminera plus ou moins leur activité professionnelle.

Nous pourrions, de ce fait, distinguer deux parties; en fait, cet exposé va être concentré sur trois problèmes essentiels :

- a) L'inégalité sociale devant l'enseignement et les moyens d'atténuer cette inégalité (démocratisation);
- b) Les rapports entre l'éducation et l'emploi;
- c) L'influence du système d'éducation sur la stratification en classes sociales.

L'inégalité devant l'enseignement

A l'origine, l'enseignement était essentiellement un enseignement de classe. Il est encore, en de nombreux pays, influencé par ce processus historique. En tous pays en tout cas, l'influence de la famille est sensible.

Dans un pays peu évolué, cette influence de la famille s'exerce intensément par le niveau économique. Même si l'enseignement du 2ème degré ou des universités est gratuit, il entraîne des frais ou des réductions de revenu que ne peut supporter une famille de condition modeste.

A ce handicap économique s'ajoute un handicap social, souvent peu apparent, mais qui devient très visible dans une population plus évoluée. Nous devons, de ce fait, insister sur lui :

L'enfant de condition sociale élevée est mieux nourri, mieux logé, mieux installé et se trouve, de ce seul fait, dans des conditions plus

favorables de développement. En outre, il reçoit de bonne heure des livres d'images, des jouets propres à activer ce développement. Enfin, et c'est sans doute le plus important, la conversation familiale, le milieu qui l'entoure conditionnent l'enfant. Autrement dit, une certaine transmission du savoir se fait de façon non héréditaire, par de purs phénomènes de milieu.

Il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions, de voir mieux notés en moyenne les enfants de parents de condition élevée et ceci aussi bien pour les tests pratiqués dans une enquête spéciale que pour les notes usuelles des maîtres.

A titre d'exemple, le niveau intellectuel des enfants testés dans la grande enquête française de 1944 donnait à 11 ans des notes allant de 120,6 pour les enfants de cultivateurs, à 129,3 pour les enfants d'ouvriers des villes, et 146,2 pour les enfants dont les parents exercent une profession intellectuelle ou libérale.

Les notes données par les maîtres traduisent également des différences appréciables.

En outre, même à notes égales, donc à réussite scolaire égale, le passage d'un enseignement à un autre, plus élevé, subit lui aussi l'influence de l'inégalité sociale.

Ajoutons que le handicap géographique (éloignement de la ville pourvue d'un établissement d'enseignement approprié) et le handicap résultant du nombre des enfants de la famille sont souvent liés au handicap de la condition sociale.

Il faut donc bien distinguer les obstacles dûs aux différences de revenu et ceux qui tiennent au milieu social. Même en Union soviétique, on constate encore, après quarante ans de suppression des classes sociales, une certaine réticence de famille ouvrières envers l'éducation supérieure. Il est donc erroné de croire que l'égalité absolue devant l'enseignement peut être obtenue par des moyens purement économique (gratuité de l'enseignement ou réduction de l'éventail des revenus). Il convient d'aller plus loin.

La question de savoir si l'inégalité d'origine familiale (si sensible à 10 ou 11 ans) s'atténue avec le temps ou dans quelle mesure elle le fait, est encore controversée. A priori, on doit penser que le handicap s'atténue avec l'âge, à mesure que l'influence de la famille est moins forte. Mais parfois le pli est pris et le dommage irrémédiable. D'autre part, il faut tenir compte non seulement du niveau intellectuel des parents, mais de leur souci plus ou moins grand de voir leurs enfants s'élever socialement. Un ménage d'instituteurs, par exemple, a plus tendance à pousser ses enfants qu'un ménage de commerçants n'ayant qu'un enfant et assuré de lui procurer une place dans la société. Mais des situations plus complexe peuvent se présenter.

La nécessité d'études approfondies sur ce point est essentielle : De la réponse peut en effet dépendre la question de la durée de l'enseignement en commun donné à tous les enfants.

L'attention est particulièrement attirée sur les enfants bien doués. Lorsque de tels enfants ne reçoivent pas l'instruction propre à l'épanouissement et l'utilisation de leurs dons, l'inconvénient est double : à l'injustice sociale s'ajoute une perte pour la collectivité.

Non seulement pour les raisons indiquées plus haut, les enfants bien doués de condition modeste ne franchissent pas les divers degrés dans la proportion convenant à leur mérite, mais souvent ils interrompent prématurément leurs études, en vue de rapporter un salaire ou du travail à leur famille. Ici c'est à nouveau le facteur économique, c'est-à-dire le revenu familial qui joue. Une allocation d'études propre à compenser le salaire espéré est évidemment le moyen le plus indiqué.

Plus difficile à corriger est le handicap social. On peut même penser que, tant que la famille existera, en tant que cellule sociale, les différences entre enfants résultant de l'inégalité des conditions de leurs parents ne pourront pas être totalement annulées. En tous pays, à dons intellectuels égaux, le fils d'un médecin, d'un professeur ou d'un directeur d'usine a plus de chances de parvenir à l'enseignement supérieur et

par suite à de hautes situations sociales que le fils de paysan ou d'ouvrier; souvent ce phénomène, dont personne ne peut cependant contester l'existence, reste ignoré ou sous-estimé. C'est en le connaissant bien, au contraire, dans son mécanisme le plus intime, qu'il pourra être le plus efficacement combattu.

Dans le monde entier, on constate, au moins dans les intentions exprimées, une tendance vers la démocratisation de l'enseignement. Mais sans études profondes du mécanisme, ces intentions risquent d'être sans résultat.

Les rapports entre l'enseignement et l'emploi

Si l'idée de s'élever individuellement dans la société, grâce à l'instruction, est déjà fort ancienne, les rapports collectifs entre la population active et l'enseignement n'ont par contre été étudiés qu'à une date beaucoup plus récente et sont loin d'être encore bien connus et surtout bien utilisés.

Dans le monde universitaire, on constate encore trop souvent un certain désintéressement vis-à-vis de l'application pratique des enseignements donnés :

- a) Le souci de développer l'esprit d'entreprise, d'initiative, si essentiel dans la société moderne, est souvent peu présent.
- b) D'autre part, l'orientation professionnelle s'efforce de plus en plus d'utiliser au mieux les aptitudes de l'enfant, mais ne tient pas assez compte des proportions dans lesquelles doivent être formés les jeunes, pour correspondre aux besoins économiques de la société.

Même dans les pays à économie planifiée, la liaison entre les universités et le plan n'est pas toujours parfaite. Le plan n'est d'ailleurs conçu généralement que pour cinq ans ou une durée équivalente, alors qu'un homme formé d'une certaine façon est appelé à appliquer pendant 40 ou 45 ans les enseignements reçus.

Un problème se trouve donc posé : chaque année, l'école, dans son sens le plus général, déverse en quelque sorte, des hommes dans la population active, sans que la liaison entre les deux secteurs soit convenablement assurée.

Nous allons ici étudier quelques aspects de cette liaison.

Le plein emploi et l'expansion économique

Dans tous les pays sans exception, les hommes qualifiés font défaut, tout au moins dans certains secteurs. Ce fait n'a rien de surprenant : la technique va, en effet, constamment de l'avant, créant brusquement de nouveaux besoins qui, même si toutes les dispositions sont prises, ne peuvent être couvertes qu'au bout de quelques années. Comme son nom même l'indique, la découverte échappe d'ailleurs assez largement à la planification et même à la prévision rationnelle.

Lorsque la pénurie d'hommes qualifiés est assez prononcée, ce déséquilibre de structure, ce défaut de proportions, voue au chômage une partie de la population active sans qualification; le phénomène est particulièrement accusé dans les pays peu développés. Les économistes reconnaissent de plus que l'aide financière à ces pays, l'aide en capitaux n'est pas le remède essentiel et qu'elle ne peut prendre sa pleine efficacité que s'il y a, dans le pays intéressé, suffisamment d'hommes formés de diverses qualifications, notamment techniques.

On peut se demander pourquoi la primauté de la formation des hommes n'a pas été reconnue plus tôt et pourquoi elle reste encore sous-estimée; c'est parce que le facteur humain se prête moins facilement à des vérifications comptables; n'ayant pas de valeur marchande, l'homme n'apparaît pas dans les comptes. L'idée de sa valeur ne se dégage que dans le cas où des hommes sont cédés par contrat. C'est ce qui se produit dans certains sports professionnels. Les champions ou vedettes, donc personnes très qualifiées (et même parfois les entraîneurs pour lesquels ne se pose pas la question de l'affiche propre à faire recette) sont cédés à des prix très élevés.

Bien d'autres preuves moins directes ou des présomptions convergentes pourraient d'ailleurs être ajoutées.

On est en droit de penser, tout en restant sur un terrain strictement matérialiste, que la formation des hommes est l'investissement de la plus haute rentabilité, à condition bien entendu que cette formation soit correctement orientée.

Le manque de personnes qualifiées et de façon plus générale, le défaut de proportions dans la population active n'est pas le propre des pays peu développés. On le constate aussi dans les pays évolués, pour plus d'une spécialité, tout au moins dans les pays à économie non planifiée.

L'expérience des dernières années

Au cours des années 1950 à 1960, les prévisions en matière de possibilités d'emploi ont été largement dépassées dans plusieurs pays : Allemagne, Autriche, Pays-Bas, Italie, Suisse notamment et aussi au Japon. Les réussites tout à fait remarquables de ces pays ne s'expliquent que par l'existence d'une proportion non certes suffisante, mais appréciable de personnes instruites et qualifiées.

Prenons par exemple l'Allemagne occidentale. Depuis les accords de Potsdam, 7 millions de personnes en âge d'activité sont entrées sur son territoire. Elles sont entrées sans capitaux, c'est-à-dire sans usines, sans logements, sans hôpitaux, sans universités, mais avec leur savoir. S'il était entré 7 millions de manoeuvres illettrés, l'économie allemande n'aurait pas bénéficié d'une telle extension, de sorte qu'un grand nombre de personnes seraient en chômage.

Comme il s'agit, dans la population active, d'une question de proportions, les personnes sans qualification propre bénéficient du niveau élevé de la formation intellectuelle générale, à condition qu'elles ne soient pas trop nombreuses. Par exemple, une femme de ménage en Europe occidentale gagne plus qu'un ouvrier dans un pays peu développé et reçoit un salaire plusieurs fois supérieur à celui qu'elle aurait dans ce pays peu développé, pour un travail similaire. Le même phénomène peut être constaté dans

d'autres professions de manoeuvre : le porteur de valises, le plongeur de vaiselle gagnent beaucoup plus dans un pays évolué que le manoeuvre se livrant à un travail identique dans un pays peu développé. L'instruction et la formation des hommes enrichissent donc la collectivité dans toutes ses parties.

Ce rôle essentiel de la formation des hommes explique le renversement du courant séculaire d'immigration auquel on assiste depuis un demi-siècle, mais surtout depuis quelques années.

La Suisse, par exemple, dépourvue de ressources naturelles, a longtemps été un pays d'émigration. Dans la suite, l'enseignement et la formation y ont été particulièrement poussés. Grâce à ce progrès, le nombre d'emplois s'est accru de telle façon depuis quelques années, qu'il a fallu recourir à une importante immigration; le nombre des travailleurs étrangers atteint maintenant 20 pour 100 de la population active, proportion considérable et qui a dépassé les prévisions les plus optimistes.

Le manoeuvre, avons-nous dit, gagne un salaire très différent selon qu'il effectue un même travail dans un pays développé ou non. Si donc la migration ne se heurtait à de nombreux obstacles sociologiques ou politiques, on assisterait à une immigration intense dans les pays développés, immigration contre laquelle tous les pays se sont du reste protégés.

Une prévision qualitative

Voyons maintenant comment pourrait se faire une meilleure liaison entre l'enseignement producteur d'hommes et l'économie consommatrice de ces mêmes hommes.

On peut, à ce propos, citer l'enquête effectuée en Italie (et terminée en 1961) par la Svimez, à la demande du ministère de l'économie nationale. La prévision a porté tout d'abord sur la composition de la population active selon le degré de qualification, telle qu'on peut le déduire de l'évolution technique actuelle. A chaque qualification professionnelle, on a fait correspondre un degré d'instruction, de sorte qu'on a pu en déduire le

nombre de titulaires de divers diplômes qui devraient, chaque année, être formés par l'enseignement. Il a même été possible de formuler des prévisions sur la formation de maîtres propre à atteindre cet objectif.

Une étude analogue a été conduite en France par M. Jean Fourastié. Pas plus que la précédente, elle ne peut être considérée comme un document d'une parfaite sûreté, dans l'état actuel des statistiques. Mais toutes deux doivent servir de modèles à de futures études. Non seulement tous les pays devraient en entreprendre de semblables, mais on pourrait même parler d'une sorte d'enquête permanente en vue de concilier, dans toute la mesure du possible, les besoins de l'économie et l'orientation de l'enseignement.

La prévision totale

Au moyen des prévisions démographiques essentiellement quantitatives et des prévisions qualitatives dont nous venons de parler, on peut concevoir un plan général de l'enseignement qui tiendrait très largement compte des besoins de l'économie en hommes. Hormis le cas d'un manque de ressources naturelles, il n'y aurait plus de surpeuplement, ni de chômage chronique ou de sous-emploi.

Si les efforts doivent tendre dans cette direction, on ne saurait prétendre bien entendu que les programmes d'enseignement et les plans généraux puissent être entièrement déterminés par ces considérations. En particulier, la prévision ne peut porter aussi loin que la vie active d'un homme, c'est-à-dire sur 40 ou 50 ans. La découverte est, nous l'avons vu, trop capricieuse pour qu'on puisse voir aussi loin. Par suite, un homme formé en fonction de nécessités immédiates ou prochaines peut se trouver menacé plus tard dans son activité professionnelle par une invention nouvelle.

Pour se prémunir contre une telle éventualité, on peut recommander d'éviter les spécialisations trop poussées, de développer les facultés d'adaptation, enfin d'organiser des stages ou périodes de quelques mois pendant lesquels les professionnels adultes pourraient rajeunir leurs connaissances en fonction des nouvelles acquisitions.

Influence de l'enseignement sur la stratification sociale.

Si l'origine sociale, donc l'existence de classes ou de catégories, intervient dans la façon dont sont instruits les enfants, inversement, la formation commande, dans une assez large mesure, la condition sociale de l'adulte. En soi, cette ascension, grâce à la formation, est un bien, sous la réserve que la sélection par les examens soit correcte. Néanmoins, des écarts se creusent entre les hommes, lorsqu'ils entrent dans la vie active; dans divers pays, la différence entre l'enseignement du 1er et du 2ème degré est telle qu'elle creuse souvent, pour la vie entière, un fossé entre les individus ainsi modelés.

Il est difficile d'indiquer, de façon sûre, la solution la plus correcte, puisqu'il s'agit de concilier des objectifs différents, sinon opposés. Il faut tenir compte aussi de la diversité des pays et des situations. Néanmoins, on peut juger dangereuse toute séparation trop hâtive des élèves, même si elle est basée sur le mérite véritable. L'enseignement en commun pendant quelques années, de tous les enfants d'une génération a, en effet, l'avantage non seulement de réduire le handicap familial signalé plus haut et de l'empêcher tout au moins de produire une scission définitive et inopportune, mais en outre de créer des relations durables, une certaine communauté de pensée favorable à la coélévation sociale ultérieure.

Les observations précédentes valent surtout pour les pays évolués. Dans les pays peu développés, la question est plus importante encore :

Comme nous l'avons vu plus haut, la formation de cadres moyens et supérieurs est une condition première du développement. Or, une telle formation éloigne considérablement de la masse scolaire ceux qui en bénéficient. Cet éloignement est d'autant plus accentué que l'enseignement élémentaire ne peut être généralisé, avec les meilleures intentions possibles, que de façon très insuffisante, le nombre de maîtres à trouver dépassant les possibilités des générations déjà formées.

Celui qui accède à la formation supérieure se trouve donc à niveau avec ses collègues des pays évolués, mais du même coup terriblement distant de nombre de ses compatriotes. C'est là une difficulté du développement; ne pouvant se faire à la même vitesse dans toutes les parties, il entraîne inévitablement des dislocations.

La difficulté est plus sérieuse encore lorsque la formation supérieure a été acquise dans un pays évolué. Il se produit, en effet, une certaine acculturation, dont la conséquence directe est un déracinement partiel. Il arrive même qu'à la fin de ses études, le jeune homme ne cherche pas à rentrer dans son pays d'origine, trouve une situation et fonde une famille dans le pays ou la région qui l'a formé; auquel cas, la perte est considérable, puisque le pays perd un homme tout formé et bien souvent un sujet d'élite.

Le choix entre la formation sur place et celle acquise à l'étranger ne peut être soumis à une règle absolue; il peut y avoir des impossibilités foncières; mais on peut recommander de ne jamais perdre de vue le risque souligné ci-dessus.

III. VUE D'ENSEMBLE ET CONCLUSION

Ce bref aperçu sur les facteurs sociaux de l'éducation souligne tout d'abord à quel point les conceptions traditionnelles méritent d'être soumises à un nouvel examen.

Il montre aussi la possibilité et même la nécessité de procéder à des plans d'éducation d'une certaine étendue, allant même au delà de la durée des plans économiques. La formation des hommes fait désormais corps avec le développement général d'un pays. Ne se contentant pas de satisfaire les besoins de l'individu, l'enseignement intéresse la vie même de la nation et en est le ferment le plus précieux.